
QUE RETIENDRONS-NOUS DU SOMMET DES AMÉRIQUES ?



Depuis des mois et des mois, nous entendons parler et parler du Sommet des Amériques. En retiendrons-nous l'aspect sensationnaliste? les mesures de sécurité? le Sommet parallèle des peuples? les coûts pharamineux? l'intervention de l'Archevêque de Québec? les dissensions Québec-Ottawa? En connaissons-nous davantage sur le phénomène de la mondialisation? Ferons-nous des liens avec l'enseignement social de l'Église? Saurons-nous nous situer comme chrétiens et chrétiennes au coeur de ces enjeux? À l'aide de la déclaration de l'épiscopat du Canada, du point de presse de Mgr Maurice Couture et d'une réflexion de Mme Françoise O'Leary de la pastorale sociale, voici quelques pistes de réflexion.

ÉTRANGE SILENCE

Les médias ont beaucoup parlé du Sommet des Amériques en soulignant surtout l'aspect sensationnaliste des mesures de sécurité et en spéculant sur les troubles qui pouvaient se produire. Mais l'essentiel de ce Sommet est presque passé sous silence. Comme le silence qui entoure les négociations pour la création d'une zone de libre échange des Amériques (ALEA). À Québec, les 34 chefs de gouvernements du continent américain (Cuba en était exclu) avaient pour objectif de faire le point sur les négociations en cours. Beaucoup d'interrogations sont là: la disparité entre les États, la prééminence de l'économie sur toute autre considération, l'état de la démocratie, etc., le tout à l'ombre de la mondialisation. Parallèlement, s'est tenu le Sommet des Peuples qui se voulait une tribune pour un grand nombre de syndicats, de groupes populaires et communautaires, pour faire entendre leur voix lors de neuf forums abordant autant de thèmes relatifs à l'intégration continentale et proposant des alternatives.

MONDIALISATION

M. Percy Barnevik, président du groupe industriel ABB, donne une définition surprenante et crue de la mondialisation : « Je définirais la mondialisation, comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit au travail et de conventions sociales. » Si la définition brille par sa clarté et sa concision, elle peut laisser songeurs beaucoup de citoyens, désireux de respecter avant tout, le bien commun de l'ensemble de la planète.

L'ÉGLISE EN AMÉRIQUE

Il est surprenant de constater qu'il y a à peine deux ans, le Pape signait à Mexico un document -synthèse des résolutions votées au Synode des Évêques de 1997- sur la mission de l'Église en Amérique et dont plusieurs portaient sur des points soulevés par la mondialisation. C'est dire qu'à l'intérieur de ce texte intitulé « L'Église en Amérique », plusieurs pages traitent des conditions socio-économiques qui affectent lourdement la vie des populations défavorisées du continent. Qu'il me suffise d'énumérer les titres de certains paragraphes : respect des droits humains, urbanisation croissante, corruption, préoccupation pour l'écologie, culture de mort dans une société dominée par les puissances, droits des autochtones, phénomène de la mondialisation, poids de la dette extérieure, commerce et consommation de la drogue, course aux armements, exclusion sociale, problématique des immigrés.

CONSCIENCE PLUS VIVE

Ce sont autant d'enjeux dont le Sommet de Québec peut nous faire prendre une conscience plus vive. La Conférence des évêques catholiques du Canada ayant pris une part très active à la préparation et à la tenue du Synode de l'Amérique, elle se devait de manifester à sa manière à l'occasion du Sommet de Québec. Elle l'a fait en manifestant les préoccupations qu'elle porte en solidarité avec les autres conférences épiscopales du continent. Son message s'inspire largement du document « L'Église en Amérique », de même que d'une lettre ouverte adressée récemment aux parlementaires canadiens par la Commission épiscopale des affaires sociales, intitulée « Que personne ne soit exclu! ».

UN TOURNANT INCONTOURNABLE

La mondialisation, comme simple fait socio-économique, marque le tournant du millénaire, de même que l'industrialisation a caractérisé le tournant du siècle précédent: l'une et l'autre sont les résultats du « progrès » technique et de la productivité. Mais alors qu'on n'a pas fini de contrer les excès du libéralisme économique qui a présidé au développement de la grande industrie, la société contemporaine, en Amérique principalement, est confrontée au néo-libéralisme, cette conception économique qui considère le profit et les lois du marché comme des paramètres absolus, au détriment de la dignité et du respect de la personne et des peuples. Dans l'optique néolibérale, tout devient marchandise, non seulement le capital et les biens matériels qu'il produit, mais aussi les biens vitaux que sont le travail, la santé, l'éducation, la qualité de l'environnement, même l'eau potable. Dans une société compétitive à outrance, où la guerre commerciale l'emporte sur la volonté de créer la richesse commune, l'exclusion des plus faibles devient inévitable, qu'il s'agisse des citoyens plus pauvres à l'intérieur de leur pays, ou des pays plus pauvres à l'intérieur du continent.

PARTAGE DES RICHESSES EXCLU ?

Dans ce contexte, on est en droit de mettre en doute les prétendues retombées automatiques sur les plus pauvres que fait miroiter l'extension du libre-échange à tous les pays d'Amérique, puisque l'expérience nous a montré que l'accord similaire au niveau nord-américain a certes contribué à générer la croissance économique, mais n'a pas réussi à la partager. On peut même se demander si le puissant lobby des grandes sociétés transnationales des pays du Nord ne risque pas de submerger, à la faveur des négociations multilatérales en cours, le pouvoir réel d'intervention des gouvernements chargés du bien commun de leurs ressortissants.

HÉCATOME ÉCOLOGIQUE

Dans la dernière partie de leur déclaration, les évêques canadiens soulignent certaines conséquences d'une ouverture plus grande des marchés sur l'égalité effective pour les femmes, la protection de l'environnement, le fardeau de la dette internationale des pays pauvres et le respect des droits humains. Par des interpellations angoissées, les évêques de l'Amérique du Sud, de l'Amérique Centrale, des Caraïbes et des Antilles suppliaient leurs gouvernements et les nôtres de ne pas se départir de leurs responsabilités face à l'hécatombe écologique provoquée par la recherche sans frein du profit immédiat de la part des industries de toutes sortes. L'intégration économique continentale recevrait un appui plus manifeste si les accords qui y conduisent garantissaient sérieusement l'équité économique, la protection accrue de l'environnement et l'égalité des chances. Ce serait la mondialisation de la solidarité.

+ François Thibodeau *pm*

+ François Thibodeau, c.j.m.
Évêque d'Edmundston

« Quelques mots de notre Évêque » (25 avril 2001)